



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Accord-cadre relatif à des prestations de services de suivi et de production lors de foires à l'international

Marché n°2025-MAPA-03

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES	4
1.1	Identification du pouvoir adjudicateur	4
1.2	Présentation de l'établissement public Mobilier national – Sèvres – Manufactures nationales 4	
1.3	Précision terminologique.....	4
1.4	Interlocuteurs de l'acheteur	4
1.5	Interlocuteurs du titulaire.....	5
2	OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	5
2.1	Objet de l'accord-cadre.....	5
2.2	Allotissement.....	5
2.3	Procédure	5
2.4	Codes CPV.....	5
2.5	Forme de l'accord-cadre	6
2.6	Durée et reconductions de l'accord-cadre	6
2.7	Délais d'exécution	6
2.8	Lieux d'exécution.....	6
3	PIÈCES CONTRACTUELLES	6
4	MODALITÉS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	7
4.1	Changement dans la situation du titulaire	7
4.2	Modification du marché en cours d'exécution (clauses de réexamen).....	8
4.3	Prix nouveaux – Prestations supplémentaires ou modificatives.....	8
4.4	Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	9
4.5	Dispositions applicables en cas de sous-traitance	9
5	OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES	10
5.1	Obligation de l'acheteur.....	10
5.2	Obligations du titulaire.....	10
5.2.1	OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION.....	10
5.2.2	GARANTIE DE COMPETENCES.....	10
5.3	Remplacement des intervenants.....	11
5.4	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	11
6	MODALITÉS DE VÉRIFICATION	11
6.1	Admission	11
6.2	Ajournement.....	11
6.3	Réfaction	11
6.4	Rejet.....	12
7	ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS.....	12
7.1	Assurances	12
7.2	Responsabilité générale du titulaire	12
8	PÉNALITÉS.....	13
8.1	Modalités d'application des pénalités.....	13
8.2	Pénalités.....	13
8.2.1	PENALITES DE RETARD	13

8.2.2	AUTRES PENALITES.....	13
9	ÉMISSION ET EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE	14
10	PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....	14
10.1	Forme et contenu des prix	14
10.2	Variation des prix	14
10.3	Présentation des factures et des demandes de paiement	15
10.3.1	MODE DE REGLEMENT.....	15
10.3.2	FACTURES.....	15
10.3.3	MODALITES DE REGLEMENT	16
10.3.4	T.V.A.	17
10.3.5	PAIEMENT SOUS-TRAITANTS	17
10.4	Clause de financement et de sûreté	17
10.4.1	AVANCE	17
10.4.2	RETENUE DE GARANTIE	18
10.5	Cession ou nantissement.....	18
11	OBLIGATION DE RESERVE - ACTIONS DE COMMUNICATION.....	18
12	RÉSILIATION.....	18
12.1	Généralités.....	18
12.2	Résiliation pour faute	19
13	PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	19
14	RÈGLEMENT AMIABLE ET PROCÉDURE EN CAS DE LITIGE	20
15	DÉROGATIONS AU CCAG-FCS.....	20

1 IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES

1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

Le présent marché est porté par et pour le Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d’Alençon et du Puy-en-Velay, ci-après désigné « l’établissement public Mobilier national – Sèvres – Manufactures nationales » ou « l’acheteur ».

1.2 Présentation de l’établissement public Mobilier national – Sèvres – Manufactures nationales

Issues de la réunion du Mobilier national et de la Cité de la céramique - Sèvres & Limoges, les Manufactures nationales ont été créées le 1er janvier 2025 pour promouvoir l’excellence des savoir-faire français et mettre en valeur la richesse de ce patrimoine matériel et immatériel avec plus de 53 métiers d’art exercés au sein de ses manufactures et ateliers.

Unique au monde, ce nouveau pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d’art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d’art.

Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l’écosystème fragile des métiers d’art ; la valorisation du patrimoine ; le rayonnement international des savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d’histoire, il est constitué de : 2 musées (le musée national de céramique à Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché à Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture nationale de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d’Alençon et du Puy-en-Velay ; l’atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l’ameublement.

Résolument tourné vers les territoires, ce pôle public est implanté dans 8 départements : à Paris, dans les Hauts-de Seine (Sèvres), dans l’Hérault (Lodève), dans la Creuse (Aubusson), dans l’Orne (Alençon), en Haute-Loire (Puy-en-Velay), en Haute-Vienne (Limoges) et dans l’Oise (Beauvais).

1.3 Précision terminologique

Il est entendu par « titulaire » l’entreprise attributaire du marché, pour son propre compte ou en tant que mandataire d’un groupement d’entreprises.

1.4 Interlocuteurs de l’acheteur

Les interlocuteurs de l’acheteur chargés du suivi de l’exécution de l’accord-cadre sont les représentants de la direction déléguée au développement.

1.5 Interlocuteurs du titulaire

Le titulaire désigne dans son cadre de réponse technique les noms et coordonnées professionnelles d'un interlocuteur privilégié, chargé de la coordination de l'ensemble des prestations et du suivi général de l'exécution du marché.

En cas d'empêchement de ce représentant en cours d'exécution du marché, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant.

Ce(s) représentant(s) est(sont) réputé(s) disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet de confier au titulaire la réalisation de prestations de services de suivi et de production lors de foires à l'international.

Les spécifications techniques sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

2.2 Allotissement

Le marché n'est pas alloti puisque l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.3 Procédure

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre, selon une procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 2° du code de la commande publique.

Le marché appartient à la catégorie de services spécifiques suivante : 79956000-0 Services d'organisation de foires et d'expositions.

Les candidats sont invités à remettre simultanément leur dossier de candidature et leur offre avant l'heure et la date limite indiquées en page de garde du présent document.

2.4 Codes CPV

Code CPV principal : 79956000-0 Services d'organisation de foires et d'expositions.

Autres :

- 72224000-1 Services de conseil en gestion de projet.
- 79952000-2 Services d'organisation d'événements.

2.5 Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire. Le nombre maximum de titulaire retenu est d'un (1).

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum, avec un montant maximum de 280 000 € HT sur toute sa durée, reconductions incluses, correspondant à un montant maximum annuel de 70 000 € HT pour la période ferme de l'accord-cadre et de 70 000 € HT pour chaque reconduction.

L'accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par le pouvoir adjudicateur.

L'accord-cadre est traité à prix unitaires. Il est exécuté par l'émission de bons de commande.

2.6 Durée et reconductions de l'accord-cadre

Le marché est conclu pour une durée ferme d'un (1) an à compter de sa date de notification.

Le marché est reconductible trois (3) fois pour une durée d'un (1) an, par tacite reconduction.

Dans l'hypothèse où l'acheteur ne souhaiterait pas reconduire le marché, il en informera le titulaire par courrier recommandé au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire du marché.

2.7 Délais d'exécution

Les délais d'exécution plafonds sont les suivants pour les prestations indiquées ci-dessous :

Prestation	Délai d'exécution
Remise d'un plan d'action précis	10 jours ouvrés à compter de la date de réunion de lancement de la prestation
Remise du bilan	1 mois calendaire à compter du dernier jour d'ouverture de la foire

2.8 Lieux d'exécution

Le lieu principal d'exécution des prestations est le suivant : Etablissement public Mobilier national – Sèvres – Manufactures nationales, 1 rue Berbier du Mets, 75013 Paris.

Toutefois, dans le cadre de l'exécution de ses prestations, le titulaire pourra être amené à se déplacer sur tout site de foire et salon à l'international.

3 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- **L'Acte d'Engagement** et ses annexes :
 - Annexe n°1 : **Le Bordereau des Prix Unitaires** (BPU) ;
 - Annexe n° 2 : Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs (le cas échéant) ;
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (CCAP) ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** (CCTP).
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de fournitures et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Le **Cadre de Réponse Technique (CRT)** remis par le titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction entre les pièces contractuelles, la documentation de rang supérieur prévaudra pour l'obligation en cause. Il est expressément stipulé que les conditions générales de vente du titulaire (ou tout autre document similaire édité ou habituellement utilisé par le titulaire) ainsi que les conditions contractuelles éventuellement annexées à son offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent marché. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

Bien que non matériellement joint à l'accord-cadre, le CCAG-FCS est réputé parfaitement connu des parties. Le titulaire ne peut pas se prévaloir de la méconnaissance des documents généraux contre l'acheteur.

Seul l'exemplaire du marché détenu par l'acheteur fait foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du présent marché comprend une copie de l'acte d'engagement (et de ses annexes).

4 MODALITÉS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1 Changement dans la situation du titulaire

Le titulaire informe sans délai l'acheteur de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique.

Par ailleurs, le titulaire communique immédiatement à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- À la forme juridique sous laquelle il se présente,
- À sa raison sociale ou à sa dénomination,
- À sa nationalité,
- À son domicile ou à son siège social,

- Au montant de son capital social,
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- À ses coordonnées bancaires.

Le titulaire fait parvenir à l'acheteur, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification. Cette modification est prise en compte par l'acheteur dans un délai de trente jours calendaires.

Dans le cas d'une nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire, ou du membre concerné en cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire doit produire l'ensemble des documents et renseignements suivants concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE faisant apparaître la fusion / absorption de la société correspondante ;
- Les attestations fiscales et sociales de la nouvelle entreprise ;
- La liste nominative salariés étrangers employés conformément à l'article D.8254-2 du code du travail ;
- L'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de la nouvelle entreprise et non par son courtier ;
- Le document de candidature identique à celui fourni dans le dossier de la consultation des entreprises lors de la mise en concurrence.

La cession du marché acceptée par l'acheteur fait l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

4.2 Modification du marché en cours d'exécution (clauses de réexamen)

L'article 25 du CCAG-FCS s'applique.

4.3 Prix nouveaux – Prestations supplémentaires ou modificatives

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques et prix du marché sans autorisation préalable de l'acheteur.

Il est dérogé à l'article 23.1 du CCAG-FCS. Toute prestation supplémentaire ou modificative sera fixée par voie d'avenant, y compris pour des prix nouveaux au BPU.

4.4 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R. 2194-5 du Code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le marché pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

4.5 Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le titulaire se conforme strictement aux articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de

l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant de l'accord-cadre. En cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

5 OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

Les obligations particulières des parties sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

5.1 Obligation de l'acheteur

L'acheteur mettra à disposition du titulaire tout document et information nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

5.2 Obligations du titulaire

5.2.1 Obligation de conseil et d'information

Le titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer complètement l'acheteur sur les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations, les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts de l'acheteur.

Ce devoir de conseil doit être formalisé et fondé sur la production d'un écrit qui détaille les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

5.2.2 Garantie de compétences

Le titulaire s'engage à ce que son personnel et celui de ses sous-traitants éventuels, chargés de la réalisation des prestations prévues au présent accord-cadre, disposent d'un niveau de qualification adapté aux exigences du CCTP.

5.3 Remplacement des intervenants

L'acheteur se réserve le droit d'exiger à tout moment et sans indemnité l'éviction provisoire ou définitive de toute personne participant à l'exécution des prestations pour défaut de probité (exemples : comportements inappropriés, etc.).

Cette mesure est de portée générale et définitive. Le titulaire doit prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le titulaire déclare faire son affaire, des litiges avec ses salariés ou sous-traitants qui trouveraient leur source dans une décision d'éviction.

Il est précisé que le titulaire doit faire preuve à tout instant d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et des patrimoines immobilier et mobilier de l'acheteur, et notamment de ses collections.

5.4 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité et dans le respect des normes relatives aux prestations objet du marché.

Le titulaire doit respecter les dispositions en vigueur du Code du travail et toute autre disposition lui étant applicable.

6 MODALITÉS DE VÉRIFICATION

6.1 Admission

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, si la prestation est conforme aux stipulations du marché, le fait que le représentant du pouvoir adjudicateur procède au service fait total ou partiel après réalisation partielle ou complète de la prestation vaudra décision d'admission.

6.2 Ajournement

Si la prestation ne peut être admise que moyennant certaines mises au point, le pouvoir adjudicateur peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point dans le délai indiqué par ce dernier, par dérogation au délai de 15 jours indiqué à l'article 30.1 du CCAG-FCS, à compter de la notification par courriel de la décision d'ajournement. Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans le délai précisé par le pouvoir adjudicateur. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter. Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà du délai indiqué au titulaire dans la décision initiale d'ajournement vaut décision de rejet des prestations.

6.3 Réfaction

Si la prestation, bien que pas entièrement conforme aux stipulations du marché, peut néanmoins être admise par le pouvoir adjudicateur, celui-ci fera état de sa « décision de réfaction » au sens de les admettre avec réfaction du prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision lui sera notifiée par courriel donnant date certaine qu'après que le titulaire du lot concerné a été mis à même de présenter ses observations, conformément aux dispositions de l'article 30.3 du CCAG-FCS.

6.4 Rejet

Conformément à l'article 30.4.1. du CCAG-FCS, lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. En complément de cet article, la décision de rejet ne sera prise qu'après que le titulaire ait été mis à même de présenter ses observations, dans un délai de 7 jours à compter de la notification au titulaire de l'intention de l'acheteur de rejeter les prestations.

Par dérogation à l'article 30.4.2. du CCAG-FCS, en cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter les prestations à nouveau uniquement lorsque les délais d'exécution le permettent.

7 ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

7.1 Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est en possession d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

Les garanties dont le titulaire bénéficie doivent être suffisantes au regard de l'objet du marché.

Le titulaire transmet l'attestation d'assurance correspondante précisant les types, montant et durée de validité des garanties concernées.

Il transmettra cette attestation tous les ans et ce, jusqu'à l'échéance de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

7.2 Responsabilité générale du titulaire

En ce qui concerne ses responsabilités en matière de dommages éventuels, le titulaire est pécuniairement responsable vis-à-vis des tiers, des actes de son personnel, notamment au regard des dommages causés aux personnes ou aux choses. Cette responsabilité pourra être mise en jeu par l'administration dans toutes les circonstances où seront survenus des dommages aux personnes ou aux choses du fait du titulaire.

8 PÉNALITÉS

8.1 Modalités d'application des pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment, la possibilité de refuser la prestation réalisée par le titulaire, et d'en prescrire la réfection totale ou partielle aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Il est dérogé à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

8.2 Pénalités

Le manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu aux pénalités suivantes :

8.2.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution de ses prestations, par rapport aux délais d'exécution précisés à l'article 2.7 du présent CCAP, le titulaire encourt les pénalités forfaitaires suivantes :

- Remise d'un plan d'action précis : 75€ par jour ouvré de retard.
- Remise du bilan : 25 € par semaine de retard.

8.2.2 Autres pénalités

- En cas d'absence du titulaire sur la foire à laquelle il a été demandé au titulaire d'être présent : le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1500€ par journée d'absence constatée.
- En cas d'absence répétée (au minimum 3) et non motivée à une réunion à laquelle le titulaire est dûment convié, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire de 50€ par manquement constaté.

9 ÉMISSION ET EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations telles que désignées dans le BPU en annexe n°1 à l'Acte d'engagement font l'objet de bons de commande.

Pour chaque demande de prestation, une demande de devis est adressée au titulaire. Le titulaire précisera alors la quantité appliquée aux prix unitaires indiqués dans son BPU. Un bon de commande sera alors notifié par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard trois (3) mois suivant la date d'échéance du marché.

Chaque bon de commande avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- les coordonnées du bénéficiaire (SIRET, ...) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la référence de l'accord-cadre : 2025-MAPA-03 ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- les montants (HT et TTC).

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

10 PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

10.1 Forme et contenu des prix

Les prix unitaires figurent dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) annexé à l'Acte d'engagement.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont notamment réputés inclure toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont notamment réputés inclure :

- Les réunions,
- L'organisation et la coordination des prestations,
- Le suivi contractuel.

Les prix comprennent au maximum deux chiffres après la virgule.

10.2 Variation des prix

Les prix du marché sont fermes pour la première année d'exécution du marché, puis révisables en cas de reconduction annuelle telle que prévue à l'article 2.6 du présent CCAP.

Page 14 sur 20

Les prix sont révisés, à la baisse comme à la hausse, à la date du premier anniversaire (soit 1 an) de la notification du marché.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du mandatement, le pouvoir adjudicateur procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié. L'acheteur procède à la revalorisation définitive dès que les index correspondant sont publiés.

Le titulaire remettra annuellement le BPU aux prix révisés, avant toute demande de paiement, accompagnés de la formule de calcul utilisée ainsi que de la valeur des indices.

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire qui doit, lors de sa demande de paiement, calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle dudit calcul.

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, celui-ci est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre le titulaire et l'acheteur par voie d'avenant.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au M0 (mois de remise des offres – février 2025).

Ils sont révisés par l'application aux prix indiqués dans le BPU de la formule suivante :

$$P = P0 (In/I0)$$

Dans laquelle :

P : prix révisé

P0 : prix indiqués par la société dans son offre et considérés comme étant établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre (Mo).

In : dernière valeur publiée de l'indice du mois au cours duquel intervient la révision.

I0 : valeur de l'indice correspondant du mois Mo (mois de remise des offres).

L'indice retenu pour apprécier l'évolution du coût de la prestation est l'indice INSEE Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 70.22 – Services de conseil en matière d'affaires et de gestion.

10.3 Présentation des factures et des demandes de paiement

10.3.1 Mode de règlement

Le mode de règlement imposé par l'acheteur est le virement administratif.

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique, selon la réglementation en vigueur.

10.3.2 Factures

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait partiel ou total par l'acheteur.

Les factures doivent être libellées à :

Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay

1 rue Barbier du Mets
75013 Paris

Les factures, à en-tête de l'entreprise émettrice, doivent indiquer, outre la date et le numéro d'identification :

- La référence précise du marché : marché n°2025-MAPA-03 ;
- La date de notification du marché ;
- Le nom ou la raison sociale et adresse des parties ;
- Le numéro d'inscription au Registre du commerce et des sociétés ou au Répertoire des métiers ;
- Le numéro de SIRET ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé dans le cadre du marché ;
- Le détail des prestations ;
- Les prix hors TVA, le montant de TVA et son taux, les prix TTC, si le titulaire est assujéti à la TVA ou le montant net si le titulaire n'y est pas assujéti.

Sont déduites au montant, le cas échéant, les pénalités prévues aux articles 8.1 et 8.2 du CCAP.

Le Comptable assignataire de l'acheteur se réserve le droit de renvoyer au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions ou d'effectuer une suspension de paiement par manque de pièces qui doivent accompagner la facture.

10.3.3 Modalités de règlement

Les factures sont envoyées via le portail Chorus Pro.

Le code SIRET de l'acheteur est le suivant : 939 106 274 00011.

Délais de paiement

Les sommes dues en exécution du présent accord-cadre sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Page 16 sur 20

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt en vigueur de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) majoré de huit (8) points.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par l'accord-cadre ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

10.3.4 T.V.A.

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

10.3.5 Paiement sous-traitants

L'acte spécial de sous-traitance indique les sommes qui seront réglées aux sous-traitants.

NB : Dans le cas où la sous-traitance est déclarée lors de la remise de l'offre, l'annexe 2 à l'Acte d'engagement devra également indiquer les sommes qui seront réglées respectivement au titulaire et à ses sous-traitants éventuels, ayant droit au paiement direct.

Les modalités et la procédure de paiement direct sont définies aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

10.4 Clause de financement et de sûreté

10.4.1 Avance

Conformément aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, il peut être ouvert droit à une avance. Les conditions et les modalités définies aux articles R.2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant 30% pour les petites et moyennes entreprises.

Le titulaire constitue une garantie à première demande conformément aux dispositions de l'article R.2191-36 et suivants du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

10.4.2 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie n'est appliquée dans le cadre de ce marché.

10.5 Cession ou nantissement

Sur demande expresse du titulaire, il lui sera remis une copie de l'original de l'acte d'engagement certifiée conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original" délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

11 OBLIGATION DE RESERVE - ACTIONS DE COMMUNICATION

Le titulaire doit faire preuve de discrétion et de réserve quant aux prestations qui lui sont confiées. La prise de photographies et leur diffusion n'est pas autorisée sans accord préalable d'un représentant de l'acheteur.

En dehors des supports de communication et éléments de langage validés par l'acheteur dans le cadre de l'objet des prestations, le titulaire s'interdit de manière générale de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations dont il aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, et/ou qui lui auront été communiquées par l'acheteur.

La reproduction ou la divulgation totale ou partielle, ou l'utilisation par l'une des deux parties, à d'autres fins que l'exécution des prestations, des éléments transmis par l'autre (données, fichiers, documents, information de toute nature, etc.) est interdite sans autorisation écrite.

Il est précisé que le Titulaire ne peut organiser aucune action de communication interne, clients, journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public sur ses réalisations à l'acheteur sans l'avoir saisi par écrit quatre (4) semaines au moins avant toute action de communication et obtenu son accord.

L'acheteur se réserve la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité que l'acheteur est seul à même d'évaluer.

12 RÉSILIATION

12.1 Généralités

L'acheteur a la faculté de résilier le présent marché avant son achèvement, sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités :

- soit pour événements extérieurs au marché, dans les conditions mentionnées à l'article 39 du CCAG-FCS,

- soit pour événements liés aux marchés dans les conditions mentionnées à l'article 40 du CCAG-FCS,
- soit pour faute du titulaire dans les conditions mentionnées à l'article 41 du CCAG-FCS et des cas complémentaires indiqués ci-dessous,
- soit pour motif d'intérêt général dans les conditions mentionnées à l'article 42 du CCAG-FCS.

L'acheteur peut être amené à faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

12.2 Résiliation pour faute

En complément des dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS et sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités, l'acheteur peut résilier le présent marché, pour faute (résiliation simple) ou aux torts exclusifs du titulaire (résiliation avec exécution à ses frais et risques) sans indemnisation dans les cas suivants :

- Si le titulaire n'accomplit pas les diligences nécessaires à l'exercice de sa mission ;
- Si titulaire déclare ne plus pouvoir exécuter ses engagements ;
- Lorsque le titulaire s'est livré, à l'occasion des prestations, à des actes frauduleux, portant sur la nature, la qualité ou la quantité desdites prestations ;
- En cas de retard significatif ;
- En cas de non-respect répété des obligations et/ou prestations telles que définies dans les documents contractuels.

La résiliation pour faute est précédée d'une mise en demeure préalable, adressée par courrier recommandé avec avis d'admission et restée infructueuse après un délai de dix (10) jours calendaires à compter de sa réception par le titulaire.

13 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'acheteur et le titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

En vertu de l'article 6.2.2.5 du présent CCAP, l'acheteur peut demander la transmission d'une liste nominative du personnel (noms et prénoms des agents de nettoyage) dont la finalité est de contrôler l'accès à ses locaux.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par l'acheteur, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données de l'acheteur dont les coordonnées seront transmises à la notification du marché.

Pour les traitements mis en œuvre par le titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées à l'acheteur à la notification du marché.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, l'acheteur et le titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

14 RÈGLEMENT AMIABLE ET PROCÉDURE EN CAS DE LITIGE

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché.

L'article 46 du CCAG-FCS s'applique.

Tout litige né de l'exécution du présent marché et à défaut d'accord amiable, relève du droit français et de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Paris sis 7 rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

15 DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG-FCS sont récapitulées dans le tableau figurant ci-dessous :

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS
Article 3	Article 4.2.1
Article 4.3	Article 23.1
Articles 6.1 et 6.2	Article 30.1
Article 6.4	Article 30.4.2
Article 8.1	Articles 14.1.1 et 14.1.2
Article 8.2.1	Article 14.1.1

***** Fin du document *****